Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 32 (1985)
Heft: 6

Rubrik: Kantone = Cantons = Cantoni

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

BERNE

Partisans et opposants de la protection civile se retrouvent pour la première fois à une même table.

«Sans la protection civile, l'armée ne défendrait que des cimetières»

hwm. Les partisans et les opposants à la protection civile parlent un langage complètement différent. Telle est la constatation, en soi connue, qui a été faite lors d'une discussion table ouverte organisée par un groupe d'objecteurs de la protection civile qui se nomme «Zivilschutz – Nichtschutz» (trad.: la protection civile ne sert à rien). Cette manifestation a réuni des partisans et des opposants à la protection civile. C'est ainsi que Messieurs Hans Feuz et Franz Reist, chefs des offices de la protection civile de la ville, respectivement du canton de Berne, ont croisé le fer avec deux objecteurs de la protection civile, Messieurs Peter Eichenberger, conseiller Poch de la ville de Berne, et Ueli Schwarz.

«Le fait que les chefs de la protection civile de la ville et du canton de Berne soient ce soir parmi nous constitue une manifestation extraordinaire de ce que représente la démocratie», tels sont les termes par lesquels Monsieur Heinz Däpp, directeur des débats, a ouvert cette discussion sur la protection civile. Il avait au préalable déploré qu'il n'y ait jamais eu jusque-là de discussion entre les personnes directement touchées par le problème du refus de servir dans la protection civile. La soirée, qui s'est déroulée dans la salle, comble pour l'occasion, de la «casa d'Italia» a porté sur la question «quid de la protection civile en cas de catastrophe?»

Les avis foncièrement opposés des partisans et des opposants se sont pleinement affrontés. Monsieur Peter Eichenberger, qui a refusé de servir dans la protection civile et a dû purger une peine de prison pour ce motif, a objecté que la protection civile fait planer l'illusion que l'on pourrait survivre à une guerre atomique limitée. Cette minimalisation des choses est de nature à abaisser le seuil de danger de déclenchement d'une guerre atomique. Monsieur Franz Reist, chef de l'Office cantonal de la protection civile du canton, et Monsieur Hans Feuz, chef de l'organisation de la protection civile de la ville de Berne, ont rétorqué pour leur part que la protection civile a légalement pour mission d'atténuer les effets de la guerre sous toutes leurs formes. On ne peut certes pas exclure l'éventualité d'une guerre atomique. Toutefois, les statistiques de l'ONU démontrent que depuis la fin de la dernière guerre mondiale, il y a eu 140 conflits armés conventionnels. Les fonctionnaires supérieurs de la protection civile ne se proposent pas d'embellir les effets que pourrait avoir un conflit atomique, mais ils estiment que la Suisse ne pourrait guère constituer un objectif atomique direct, de sorte que l'on peut considérer comme parfaitement réalistes les possibilités de survie grâce aux abris. Mais cette réponse a suscité de nouvelles objections des opposants. En effet, un telle hypothèse soulève la possibilité d'une escalade des conflits limités dans le tiers monde. Monsieur Peter Eichenberger pense notamment qu'il n'existe qu'une forme de protection civile, c'est d'empêcher que n'éclate un conflit atomique, ce vers quoi devrait tendre la Suisse dans sa poltique extérieure. «Nous ne pouvons guère influencer les intérêts globaux des grandes puissances, voilà pourquoi la protection civile est utile et constitue pour nous la meilleure des assurances» ont répliqué les chefs de la protection civile.

Dans un second thème des débats, les participants ont abordé la question de savoir quelle importance aurait la protection civile en cas de catastrophe. Pour M. Reist, l'engagement des casques jaunes en cas de catastrophe n'est pas un alibi. «Nous concédons certes que la protection civile constitue le second pilier de la défense générale, mais le canton de Berne a toujours démontré que la protection civile était active – la plupart du temps comme second échelon – dans l'aide en cas de catastrophe. Je ne mentionnerai ici que les cas les plus récents d'engagement, à Därligen, Saxeten, Ringgenberg et Eriz.» Monsieur Hans Feuz a de surcroît mentionné l'utilité que peuvent avoir les abris lors de la chute éventuelle sur terre d'un satellite atomique ou d'un accident de transport de gaz. Les objecteurs de la protection civile lui reprochent de devenir une sorte de superpolice, compte tenu de ce qu'elle devrait prochainement être armée; les deux fonctionnaires supérieurs ont vigoureusement repoussé cet argument. En effet, l'équipement en armes de la protection civile n'entre absolument pas en ligne de compte; par ailleurs il appartiendrait au Parlement d'en décider, ce qui n'est guère imaginable.

Lors d'un autre «round», les opposants ont fait valoir que la protection civile – comprise en tant que partie de la défense générale – était avant tout un moyen de militarisation; ils en voulaient pour preuve la centralisation croissante de la protection civile. Cette affirmation a été réfutée énergiquement par Messieurs Hans Feuz et Franz Reist, qui ont souligné que la loi donnait aux communes l'autonomie en matière de protection civile. Quant à savoir pourquoi la protection civile constitue l'un des piliers importants de la défense générale, le chef le l'Office cantonal de la protection civile l'a expliqué en disant que «sans la protection civile, l'armée ne défendrait que des cimetières.»

Pour terminer, on a parlé brièvement du refus de servir dans la protection civile. Les opposants se sont déclarés persuadés que le nombre des objecteurs (qui s'élève actuellement à 0,3 pour mille des personnes astreintes à servir dans la protection civile) augmenterait encore au fur et à mesure que la protection civile perdrait de sa crédibilité.

Monsieur Franz Reist peut certes comprendre les anxiétés manifestées par les objecteurs, quand bien même il n'accepte en aucune façon le refus de servir, eu égard aux dispositions légales et en raison de l'efficacité que doit avoir la protection civile. Un objecteur qui se trouvait dans le public a encore demandé ce que les organisations de protection civile faisaient en faveur de la paix. Le chef de la protection civile cantonale lui a répondu qu'au cours de leur service dans la protection civile, les gens étaient également confrontés à l'engagement des armes. Ils étaient dès lors inévitablement amenés à reconnaître qu'il faut éviter la guerre.

Commentaire:

Et les politiciens?

Ainsi, à Berne, des professionnels de la protection civile et des personnes refusant de servir dans la protection civile se sont pour la première fois assis à une même table (voir l'article ci-dessus). Les partisans et les opposants à la protection civile ont débattu deux heures durant de toutes les questions qu'abordent les objecteurs lorsqu'ils s'engagent dans leur polémique contre la protection civile.

Le bilan de cette soirée est positif. En effet, grâce à leurs compétences et à leurs impressionnantes capacités rhétoriques, les chefs de la protection civile

du canton et de la ville de Berne sont parvenus à démanteler bon nombre d'arguments des opposants.
Ils ont été soutenus par de nombreux partisans de la protection civile qui se trouvaient dans le public. C'est ce qui a contribué à rendre l'atmosphère de la salle comble supportable. A mon avis, on ne peut que se féliciter de l'engagement des deux fonctionnaires de la protection civile et louer leur courage. En s'asseyant à une table avec des opposants à la protection civile, ils ont fait preuve de force et non de faiblesse. Ils ont en outre démontré que la protection civile n'a pas besoin de présenter un visage timide même lors des discussions les plus animées dans les milieux des opposants. En effet, le catalogue des motifs en faveur de la protection civile est à ce point étoffé que nul ne court le risque d'être à bout d'arguments.
Le seul regret que l'on puisse avoir sur cette discussion, c'est qu'aucun politicien ne se soit trouvé là pour s'engager devant des opposants en faveur de la protection civile. Une fois de plus, les chefs de la protection civile se sont retrouvés seuls devant l'adversaire.

Heinz W. Müller

BASELLAND

Nationalrat Dr. Felix Auer zum Zivilschutz

«Eine günstige Versicherungsprämie...»

red. «Zivilschutz ist keine populäre, ja in mancher Hinsicht eine undankbare Aufgabe.» Diese Feststellung machte Nationalrat Dr. Felix Auer, Präsident des Basellandschaftlichen Bundes für Zivilschutz, anlässlich der Mitgliederversammlung. Nachstehend drucken wir den Hauptteil der Bemerkungen von Felix Auer ab, die aufhorchen lassen.

«Offengestanden, es ist mir nicht leicht gefallen, wieder all die grünen Einzahlungsscheine für Versicherungen auszufüllen. Man tut es eben doch, nicht nur weil teilweise der Staat dazu verpflichtet, sondern auch weil man aus eigener Einsicht im Falle des Falles ein Risiko versichert haben will – auch wenn's Geld kostet: Wir Schweizer geben im Jahr rund 50 Milliarden Franken für Versicherungen aus, fast zehnmal mehr als für die militärische und zivile Landesverteidigung!

Aber auch diese Ausgaben gleichen einer Versicherungsprämie: Die Armee soll vor allem einen Krieg verhüten. Ein allfälliger Gegner soll sich fragen: Lohnt es sich, dieses Land anzugreifen? Damit diese Frage tunlichst bejaht wird, muss die Armee glaubhaft sein, gut ausgebildet und optimal ausgerüstet. Um ihre Dissuasionswirkung erfüllen zu können, muss sie aber auch eingebettet sein in

Dr. Felix Auer *(Bild: hut.)*

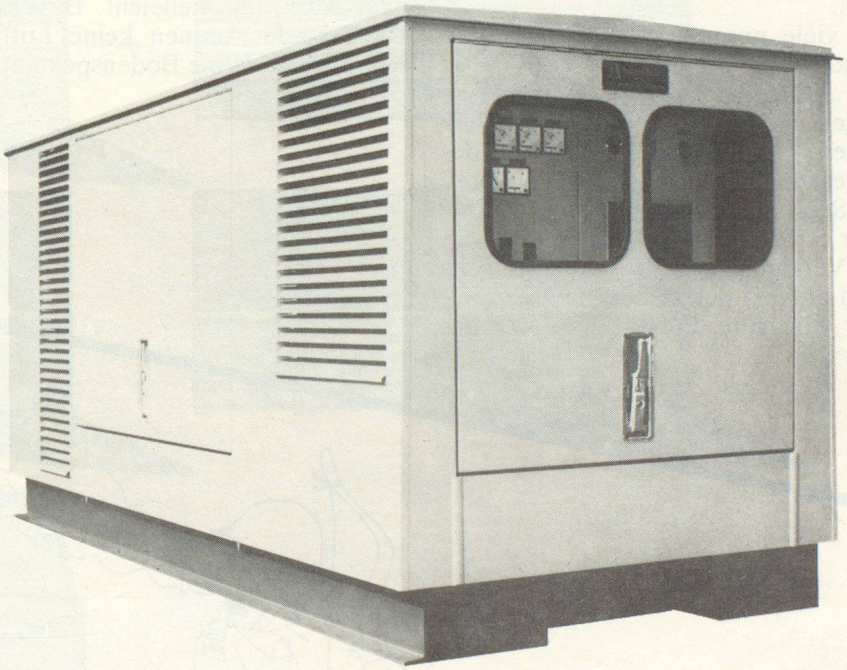
eine möglichst wirksame Gesamtverteidigung. Dazu gehören die Aussenpolitik, die wirtschaftliche Landesversorgung, die geistige Vorbereitung, die soziale Sicherstellung, aber nicht zuletzt auch der Zivilschutz.
Einfach nur damit weitermachen, nur weil die Erfahrungen der Geschichte es uns so lehren? Dreierlei zumindest unterscheidet die Lage von früher: Einmal ist in der Geschichte der Menschheit eine völlig neue Dimension eingetreten: dass sie nämlich «dank» atomaren und biologischen Waffen kollektiven Selbstmord begehen kann. Das zweite: dass wegen der sich überstürzenden technologischen Entwicklung im Rüstungssektor für den Soldaten der Krieg weniger «vorstellbar» geworden ist als früher. Und das dritte: dass die Auswirkungen eines atomar oder biologisch geführten Krieges auch vor den Grenzen eines Landes nicht haltmachen, das diese militärisch schützt und sich ausserhalb der Auseinandersetzung zu halten sucht.
Diese Entwicklungen enthalten eine positive und eine negative «Chance»: Die positive: dass wegen des «Gleichgewichts des Schreckens» – des Wissens darum, dass es in einem atomaren Grosskrieg keinen Sieger geben kann, sondern nur Verlierer – die militärische Auseinandersetzung verhindert wird. Leider nicht der Friedfertigkeit des Menschen, sondern dieser Einsicht haben wir es zu verdanken, dass ein dritter Weltkrieg bisher vermieden werden konnte und Europa seit 1945 von Krieg verschont geblieben ist (aber – denken wir an Ungarn, die Tschechoslowakei und Polen – nicht von militärischen Interventionen und Drohungen).
Die negative Konsequenz: im Falle eines Krieges sind die Überlebenschancen geringer als früher. Gewiss, die richtige Konsequenz wäre es, alles zu tun, um den Frieden zu erhalten. Aber kann unser Land dazu einen ins Gewicht fallenden Beitrag leisten? Wohl der glaubhafteste ist unsere Neutralitätspolitik und die Tatsache, die auch von letzten Demagogen nicht wegdiskutiert werden kann, dass unsere Armee nur und nur der Verteidigung dient. Auf die Entscheidungszentren der Grossmächte aber kann auch eine noch so gut gemeinte helvetische Friedensbewegung keinen Einfluss nehmen – es sei denn, die Friedensbewegung entwickle sich weltweit, sie könne sich in allen Lagern entfalten. Das kann sie nicht: wir wissen, dass Diktaturen nicht nur ihre Menschen von Informationen abschirmen, sondern auch ohne Rücksicht auf Stimmungen – es sei denn künstlich selbst entfachte – ihre Entscheide treffen.
Bei aller Hoffnung, dass die Bestimmenden des Weltgeschehens mehr für die Erhaltung des Friedens tun, bleibt uns vorläufig nichts anderes übrig, als uns auf den Kriegsfall vorzubereiten. Dass bei einem weltweiten atomaren Krieg, in den auch unser Land direkt einbezogen wird, die Überlebenschancen gering sind, wissen wir. Aber der Zivilschutz ermöglicht und erhöht sie im Falle eines ‹begrenzten› atomaren oder eines Krieges mit konventionellen Waffen. Er schützt die Bevölkerung auch bei anderen Katastrophen – ja selbst bei Lawinenniedergängen und bei einem grossen Unwetter ist er im Berichtsjahr eingesetzt worden.
Viererlei erschwert dem Zivilschutz seine Aufgabenerfüllung.
Erstens braucht die Vorbereitung Zeit, und die Entscheide müssen just dann gefällt werden, wenn man nicht gerade an Krieg denkt. Die Erfahrung lehrt, dass bei offensichtlich erhöhter äusserer Bedrohung der Wille zur Verteidigung rapid wächst. Nur: die Planung und Einführung einer neuen Waffe braucht in der Regel acht bis zehn Jahre. Sie muss also in Zeiten des Friedens oder des relativen Friedens angeschafft werden. Dasselbe gilt für den Zivilschutz: Wir können diesen nicht von heute auf morgen auf die Beine stellen.

Das zweite: der Zivilschutz hat Mühe, sich in den öffentlichen Prioritätsordnungen vorne zu halten. Andere Aufgaben, von der Sozialversicherung bis zum Umweltschutz, drohen ihn zur Seite zu drängen. Es ist also Aufgabe der dafür Verantwortlichen, auch in der politischen Auseinandersetzung immer wieder auf seine Notwendigkeit hinzuweisen.
Das dritte: Der Zivilschutz ist keine populäre, ja in mancher Hinsicht eine undankbare Aufgabe. Es gibt keine goldenen Gallons, keine spektakulären Defilees und keine äusseren Erfolge, sondern nur die Gewissheit, in der Stille eine Pflicht zu erfüllen.
Und das vierte: Der Zivilschutz ist nicht, wie die Armee, von oben nach unten hierarchisch aufgebaut, sondern umgekehrt, von unten nach oben: die Hauptverantwortung liegt beim einzelnen, bei den Gemeinden, den Kantonen und erst dann beim Bund. Vor allem sich für die Durchsetzung des Zivilschutzes bei der Bevölkerung und den Behörden einzusetzen, ist Aufgabe unseres Bundes. Trotz Einsicht in verschiedene Mängel, trotz Kritik an verschiedenen Massnahmen und trotz Infragestellung durch wohlmeinende, und auch durch andere Zivildienstverweigerer wollen wir doch das Positive nicht übersehen: Im Aufbau des Zivilschutzes – trotz Start vor bereits 25 Jahren ist er immer noch im Aufbau – ist auch im Berichtsjahr viel Gutes geleistet worden.»

AEBI Generatorgruppen

mit Cummins Dieselmotoren
Leistung 35–1600 kVA

Überall und jederzeit Strom bei Netzausfall oder zur Spitzenlastdeckung in
● Industrie und Gewerbe ● Bauwirtschaft ● Landwirtschaft
● Kommunalwirtschaft ● Spitälern, Banken usw.
Ein vollständiges Motorenprogramm im Leistungsbereich zwischen 30 und 1300 kW.
Modernes Einspritzsystem. Einfach, zuverlässig, sicher.
Einfaches Baukastensystem – stationär oder fahrbar – mit oder ohne Verschalung – Netzausfallautomatik auf Wunsch – Zusammenbau nach Schweizer Norm.
Regelung vollelektronisch, auf Wunsch auch hydraulisch. Zuverlässiger Service- und Ersatzteildienst.
AEBI Generatorgruppen können Sie auch mieten.



Robert Aebi

Robert Aebi AG
Uraniastr. 31/33
8023 Zürich
Tel. 01/211 09 70

Arbedo 092/29 17 61
Carouge 022/42 73 30
Landquart 081/51 25 42

Morges 021/72 23 61
Regensdorf 01/840 25 50
Zollikofen 031/57 41 41

Zivilschutz-Informationssystem

Nasse Füsse gibt's bei dieser EDV-Lösung nicht.

Denn das neue EDV-System wurde von Zivilschutzbehörden und EDV-Spezialisten gemeinsam entwickelt. Und eingesetzt wird das Programmpaket auf der Qualitäts-Hardware PC/XT oder PC/AT von IBM.

ZIS verbessert die Auskunfts- und Einsatzbereitschaft von Zivilschutz-Organisationen. Administrative Arbeiten werden mit weniger Aufwand qualifizierter erledigt. Die optimale Planung ist jederzeit gewährleistet. Personen- und ortsunabhängig, sind die gespeicherten Daten schnell abrufbar.

ZIS-Programmübersicht
Das Programm ist als Gesamtpaket oder in einzelnen Programmteilen – modular aufbaubar – erhältlich.
● Personal ● Aufgebotswesen ● ZUPLA ● Material ● Motorfahrzeug-Requirierung ● Ernstfalldokumentation ● Budget- und Kostenkontrolle
Fordern Sie doch ganz einfach die Gesamtdokumentation an.

PIT AG
Postfach
5200 Brugg/Windisch
Tel. 056/41 62 23
Ein Unternehmen der DEAG-Gruppe.

Informations-Coupon
Ja, als fortschrittliche Zivilschutz-Organisation sind wir am neuen EDV-Informationssystem interessiert. Bitte senden Sie uns die ausführliche Gratisdokumentation.
Adresse:

Einsenden an:
PIT AG, Postfach,
5200 Brugg